

# Le monde horrifié par le sort de Khashoggi

## LE RÉSUMÉ

La tension monte sur l'Arabie saoudite, priée de faire toute la lumière sur le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi.

L'Allemagne a décidé de suspendre ses ventes d'armes au royaume.

Le président Erdogan a promis de nouvelles révélations lors d'un discours très attendu.

VINCENT GEORIS

Vingt-deux jours après la disparition du journaliste Jamal Khashoggi, les autorités saoudiennes n'ont toujours pas donné d'explication sur les circonstances exactes de sa mort au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. Le monde a les yeux rivés sur ce crime révoltant et un régime en perte totale de crédibilité.

La chancelière allemande, Angela Merkel, condamnant «avec la plus grande fermeté» le meurtre de cet éditeur du Washington Post a décidé de suspendre ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite, son deuxième marché en armement. Les exportations vers ce pays ont atteint une valeur de 400 millions d'euros cette année. Elles resteront gelées tant que Riyad n'aura pas fait la lumière sur les circonstances de la mort de Jamal Khashoggi. «Ce n'est que si tous les pays européens se mettent d'accord que cela impressionnera le gouverne-

ment de Riyad», a indiqué lundi le ministre allemand de l'Économie Peter Altmaier. Il n'a pas été entendu par le gouvernement wallon, qui renonce à s'aligner (voir ci-contre), au grand dam d'Amnesty international qui a jugé cette décision «immorale».

Londres et Paris demandent eux aussi la vérité, mais ils n'ont pas pris de décision semblable à Berlin. Les Européens tenteront de donner une réponse ce mardi, lors d'un débat au Parlement européen à Strasbourg.

«Le monde regarde», a lâché lundi Jared Kushner, le gendre et conseiller du président Trump, à l'adresse du prince Mohammed ben Salmane, dit MBS, le personnage le plus influent d'Arabie saoudite. La veille, Donald Trump avait dénoncé les «tromperies» dans les explications données par le royaume. Les deux pays, des alliés historiques, sont brouillés par ce scandale, l'un des plus graves de l'histoire de l'Arabie saoudite. Washington n'a pas, pour autant, rompu ses relations avec l'un de ses plus importants acheteurs d'armes. Donald Trump ne compte pas renoncer de sitôt aux contrats d'une valeur d'une centaine de milliards de dollars que promet Riyad.

L'Arabie saoudite aura fort à faire pour redevenir crédible. En témoignage le sort du responsable de la

communication du palais, Saoud al-Qahtani, qui, selon Jamal Khashoggi, détenait une liste noire de journalistes dissidents et les menaçait. Limogé samedi pour l'exemple, il se vantait peu après sur son compte Twitter d'avoir été nommé à

la tête de la commission royale pour la cybersécurité.

## Les révélations très attendues d'Erdogan

La Turquie poursuit son enquête. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a promis de faire des révélations ce mardi lors d'une intervention très attendue. «Rien ne restera secret concernant cette affaire», a promis lundi le porte-parole du président Erdogan. Dès la disparition du journaliste, des sources proches du gouvernement révélaient des informations sur la manière atroce dont Jamal Khashoggi a été assassiné, enregistré à l'appui. D'après la presse turque, la victime a été torturée, décapitée et ensuite découpée en morceau par un médecin légiste et une quinzaine d'hommes de main venus en avion de Riyad. Le corps a ensuite été évacué dans une valise. Des images divulguées lundi par CNN, montrent qu'un des criminels se serait promené en ville avec les vêtements de Jamal Khashoggi.

Ankara profite de cette situation pour redorer son blason sur la scène internationale, terni par les purges massives menées après le putsch manqué de juillet 2016. Il affaiblit aussi l'Arabie saoudite dont la puissance, reposant sur les pétrodollars, fait de l'ombre au «sultan».

L'Iran en profite aussi pour dénoncer son ennemi ancestral en condamnant ce meurtre «abominable» qui «révèle la nature des Saoud».

Le Qatar espère que le monde y verra «un signal d'alarme». Le pays, accusé par le régime saoudien de fi-

nancier le terrorisme, est isolé par un embargo décrété par l'Arabie saoudite depuis juin 2017.

Les annulations continuent à pleuvoir au forum économique de Riyad, le «Davos du désert». Vision 2030, le plan de redéploiement économique du pays, si cher à MBS, a aussi du plomb dans l'aile.

## Riyad perd sa crédibilité

Le gouvernement saoudien s'est empressé dans des explications aussi diverses que contradictoires. Après avoir affirmé que Jamal Khashoggi était «sorti par une porte dérobée» du consulat à Istanbul, les autorités saoudiennes ont fini par reconnaître que le journaliste y était mort. Les explications sur les causes de sa mort ont ensuite changé d'un jour à l'autre. Il était d'abord mort «au cours d'une rixe», et puis «par étranglement».

Une source proche du gouvernement a ensuite tenté d'expliquer le week-end dernier qu'il s'agissait d'une opération de «rapatriement forcé» de dissident qui aurait mal tourné, finissant par une mise à mort «non autorisée».

# 400 millions €

L'Allemagne a vendu des armes pour 400 millions d'euros en Arabie saoudite depuis le début de cette année.

## Le cdH demande à Willy Borsus de suspendre les licences d'armes wallonnes

En Wallonie, la question de la vente d'armes vers l'Arabie saoudite empoisonne depuis des mois le gouvernement MR-cdH, et en particulier son ministre-président libéral Willy Borsus. En juin dernier par exemple, Willy Borsus a été contraint par le Conseil d'État de suspendre une poignée de licences vers l'Arabie saoudite. L'institution judiciaire estimait que la Région n'avait pas correctement examiné la question des droits fondamentaux dans les pays.

**Pas de remise en question** Malgré ce dernier rappel à l'ordre, les enjeux économiques sont tels que la Wallonie n'a jamais osé tourner le dos à l'Arabie saoudite, qui n'est autre que le premier client de l'industrie de l'armement de la Wallonie, dont la Fabrique nationale (FN), dé-

tenue par la Région wallonne. En 2017, la monarchie sunnite a passé pour 153 millions de commandes auprès des entreprises wallonnes.

Résultat, même si de nombreuses voix politiques se sont récemment déclarées pour un embargo sur les ventes d'armes vers la monarchie sunnite, le ministre-président refuse pour l'instant d'endosser seul, comme semble vouloir le faire l'Allemagne, une position qui passerait par une suspension immédiate de toutes les licences wallonnes délivrées par son gouvernement. Willy Borsus, qui participe à la visite d'État emmenée par le Roi au Portugal cette semaine, attend ainsi de voir comment les pays européens vont se positionner. «Nous avons discuté de ce dossier avec le ministre des Affaires étrangères (Didier Reynders, NDLR).

Nous privilégions la concertation. Nous devons voir comment les autres pays se positionnent. Des contacts sont pris», a-t-il confié à l'agence Belga.

## Alda Greoli appelée à relayer la position

Les lignes pourraient cependant rapidement bouger à Namur. Après un débat au sein de son bureau politique ce lundi, le partenaire humaniste au sein du gouvernement wallon souhaiterait voir la Wallonie adopter une position plus ferme dans ce dossier. «L'actualité démontre que l'Arabie saoudite est un régime complètement à la dérive et justifie une prise de position forte. Le cdH demande à la Belgique de revoir immédiatement l'ensemble des relations diplomatiques et commerciales avec l'Arabie saoudite, et ne pas s'arrêter uniquement à la suspension inéluctable de la vente d'armes. Il

faut une position ferme, notamment sur la question de l'achat du pétrole par notre pays, ainsi que celle des investissements réalisés par l'Arabie saoudite partout en Belgique», a fait savoir le cdH après son bureau politique.

Derrière cet appel, le parti va demander à sa ministre Alda Greoli de faire pression auprès de Willy Borsus pour que la Région suspende le plus vite possible les licences d'armes vers l'Arabie saoudite.

F.-X. L.

**«L'Arabie saoudite est un régime complètement à la dérive et justifie une prise de position forte.»**

LE CDH